

La montée des contestations radicales

Conférence donnée à l'forel, à Bordeaux, le 26 août 2005.

Plus précisément, mon intervention traitera de la montée et des variations des contestations radicales.

Il faut remonter aux années 80. Elles sont marquées par le déclin du PC, du prestige du marxisme dans l'université et chez les intellectuels (même si l'imprégnation demeure), et par la montée du FN.

Sur le plan international, à la fin de cette décennie, c'est en 1989 la chute du Mur de Berlin et la désagrégation de l'URSS.

Tout se passe comme si la fin du stalinisme dopait les trotskistes, et leur permettait de prendre leur revanche. C'est à ce moment-là que va apparaître toute une série de groupuscules radicaux qui vont tenter de prendre le relais du parti communiste, non pas sur le plan politique au sens des partis, mais sur le plan du combat dit social.

Pourtant, de façon significative, le premier, en 1990, est bel et bien politique. C'est **Ras l'Front** : trotskiste, anti-FN. Ras l'Front est né de l'Appel des 250, rédigé par Gilles Perrault, dont la phrase essentielle était celle-ci : " Face au FN, le temps de la contre-offensive est venu." Grâce aux intellectuels qui l'animent, comme Didier Daeninckx ou Maurice Rajfus, " Ras l'Front dispose de connivences qui lui confèrent une notoriété médiatique certaine ", soulignera un rapport des RG en 2000. Ces fameuses connivences entre anciens camarades trotskistes, dont Michel Field dira : " C'est marrant, cet effet générationnel. Il y a un truc qui se passe entre nous, une sorte de petit clin d'œil maçonnique, très sympathique... "

Ras l'Front bénéficiait d'autant mieux du clin d'œil sympathique que c'était clairement une émanation de la LCR. Et ce premier mouvement radical émergent était un mouvement contre le FN. C'est doublement significatif.

1 - Importance de la LCR. Je rappelle qu'à l'époque, la LCR, en caricaturant à peine, n'est apparemment qu'un groupuscule de gauchistes soixante-huitards vieillissants, autour de papy Krivine. Ras l'Front marque le début de la renaissance, non de la LCR elle-même qui va continuer de végéter pendant une décennie, mais de son influence.

A l'époque, le paysage des contestations radicales est calme, marginal et défini depuis longtemps. A côté de la LCR, il y a les deux autres sectes trotskistes : le Parti des

travailleurs, qui noyaute notamment FO, et Lutte ouvrière, avec son éternelle icône Arlette Laguiller. Et il y a les vieux groupuscules anarchistes. Je signale au passage un fait peu connu, c'est que le Parti des travailleurs, qui a de nombreux pseudopodes comme le Centre laïque d'information et de liaison ou la Fédération des cercles de défense laïque, a pris le contrôle de la Fédération nationale des Libres Penseurs, le vieux club de mangeurs de boudins du vendredi saint et de bouffe curés réunis.

2 - Ce qui est significatif avec Ras l'Front, c'est que la montée des contestations radicales a pour origine la montée du FN. La preuve en est qu'avant Ras l'Front, le seul mouvement de contestation radicale qui faisait parler de lui était le **SCALP**. Mais le SCALP, né en 1984 pour contrer la venue de Jean-Marie Le Pen à Toulouse, n'était pas vraiment organisé. Il se donnera une ébauche d'organisation en 1986 avec **REFLEX**, "réseau d'études, de formation et de liaison contre l'extrême droite", dont le siège est au 21 ter rue Voltaire à Paris. Une adresse dont nous aurons à reparler. En 1992 a lieu une vraie tentative d'unifier les militants du SCALP, autour du mensuel **No Pasaran**. La lutte contre le FN est alors élargie, comme le proclame *No Pasaran* : " La lutte antifasciste ne peut se dissocier de la lutte contre toutes les exclusions et le système capitaliste qui les engendre. "

Dans cette phrase, on a à la fois la motivation de tous les groupuscules qui vont se former (lutte contre toutes les exclusions) et le soubassement révolutionnaire (contre le système capitaliste). *No pasaran* s'affirme "Solidaires, égalitaires, libertaires". Libertaires, donc à prédominance anarchiste, ce qui le distingue de Ras l'Front à prédominance trotskiste. Le logo de No pasaran est un drapeau noir et un drapeau rouge, le noir cachant les trois quarts du rouge.

On ne doit pas oublier que Ras l'Front avait été précédé, de peu, en 1989, par la création d'Act up. **Act-up** se présentait médiatiquement comme une association destinée à défendre et à aider les malades du sida. En fait il se définit ouvertement dans ses textes comme " un groupe activiste ", de militantisme homosexuel et révolutionnaire. Comme en témoigne encore le titre du compte rendu de la dernière assemblée générale : " 2004-2005, toujours le poing levé ". Act up a eu une grande importance précisément par son activisme (provocations médiatiques) qui sera repris par nombre d'autres groupes dans d'autres domaines.

L'acte de naissance des **syndicats SUD** précède également celui de Ras l'Front. Mais Ras l'Front commença sur un coup médiatique, alors que SUD (Solidaires, Unitaires, Démocratiques) ne fut au départ qu'une scission du syndicat CFDT de la Poste parisienne. Menée par des trotskistes, l'un des principaux acteurs étant **Christophe Aguiton**, qui était membre de la LCR depuis 1971... et deviendra l'un des premiers

militants de Ras l'Front. Nous aurons l'occasion de reparler de ce personnage. Sud-PTT ne monta que peu à peu en puissance, et fin 1995, dans le contexte des grandes grèves, allaient naître Sud-rail, Sud-éducation et Sud-étudiant, puis toute une série de syndicats Sud dans divers domaines. Ces syndicats ont fini par prendre le contrôle de ce qui s'appelait le Groupe des dix et qui est devenu en 2004 l'Union syndicale Solidaires, où il ne reste que trois des dix syndicats fondateurs, perdus dans le raz de marée de SUD.

Peu après Ras l'Front, à la fin de l'année 1990, est créé **Droit au logement**. DAL. Par Jean-Baptiste Eyraud. Mais c'est en décembre 1994 que le DAL deviendra célèbre, avec le squat de la **rue du Dragon** à Paris. Une opération de réquisition de logement médiatiquement orchestrée, avec l'abbé Pierre, Jacques Higelin, etc. Mgr Gaillot s'y installe parmi les SDF, on voit là les Pr. Schwartzberg et Jacquard, et de nombreuses vedettes du show-biz.

De cette opération va naître **Droits devant**, présidé par **Jean-Claude Amara**, avec comme vice-présidents Jacques Gaillot, Albert Jacquard, Léon Schwartzberg, le trio qu'on verra désormais partout. Jean-Claude Amara, qui est cofondateur avec Jean-Baptiste Eyraud et vice-président de Droit au logement, Jean-Baptiste Eyraud étant directeur de publication du journal *Droits devant*. Droits devant se donnait pour mission d'élargir le combat de DAL, en plaçant la lutte contre les exclusions dans une perspective globalisante, selon leur vocabulaire. On peut constater que le site internet de Droits devant n'a pas été mis à jour depuis l'année dernière.

Entre temps avait été fondé **AC !**, Agir contre le chômage, en octobre 1993, par des militants de la LCR. Les principaux fondateurs et animateurs sont **Claire Villiers**, militante CFDT de l'ANPE, aujourd'hui vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France, et **Christophe Aguiton**, l'un des fondateurs de SUD-PTT, et militant de Ras l'Front. Ras l'Front est membre du collectif de fondation d'AC !. Mais AC ! va longtemps rester inconnu, et émergera lors de l'hivers 97-98, avant d'être la proie de dissensions entre une base plutôt anarchiste et sa direction trotskiste. Des dissensions qui continuent aujourd'hui et qui l'affaiblissent considérablement. Tandis que la direction s'est investie davantage d'abord dans le "Réseau des marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions", et aujourd'hui dans l'altermondialisme.

Dans un autre domaine a été fondée en 1990 la **CADAC**, coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, animée par **Maya Surduts**, de la LCR. La CADAC a été déclarée à la préfecture de Paris en 1994, et en 1996 ses militantes ont créé le Collectif national pour le droit des femmes (**CNDF**), qui

regroupe nous dit-on quelque 160 organisations. A la tête du CNDF on retrouve Maya Surduts, avec **Suzy Rojzman**, qui est également une des dirigeantes de la CADAC. Si vous cherchez la CADAC sur Internet, on vous renvoie au CNDF, et vous découvrez alors que le site du CNDF n'a pas été actualisé depuis 2002. Le dernier article mis en ligne était intitulé *Les femmes contre l'extrême droite*, comme par hasard. CADAC et CNDF ont leur adresse au 21 ter rue Voltaire.

Cette existence fantomatique du CNDF ne l'empêche pas d'être médiatiquement très actif, comme on a pu le voir encore en novembre 2004 lors d'une opération intitulée *Six heures contre les violences faites aux femmes*, où fut dressé in fine le bilan de "30 ans de lutte". Non pas 30 ans de lutte du CNDF, qui n'avait que huit ans d'existence, ni de lutte contre les violences faites aux femmes, mais 30 ans de lutte pour imposer le droit à l'avortement, en référence à la loi Veil dont c'était le 30e anniversaire. Et le 8 mars dernier, le CNDF organisait une manifestation à l'occasion de la journée des femmes. On y célébrait notamment la Marche mondiale des femmes, qui se rendait dans 53 pays pour faire connaître la "charte mondiale des femmes". Cette charte "identifie le *patriarcat* comme le système d'oppression des femmes et le *capitalisme* comme le système d'exploitation d'une immense majorité de femmes et d'hommes par une minorité". Elle appelle à "construire *un autre monde* où l'intégrité, la diversité, les droits et la liberté de toutes et de tous sont respectés". C'est un résumé de toute la propagande de ces groupuscules et de leur évolution. L'anticapitalisme qui renvoie au marxisme-léninisme, l'antipatriarcat, à savoir la subversion de toutes les valeurs traditionnelles, et l'appel à construire un autre monde, qui montre l'inclusion progressive de ces mouvements dans l'altermondialisme. A noter que les deux premières priorités de No Passaran, héritier du SCALP et de REFLEX, sont "l'anticapitalisme" et "l'antipatriarcat", alors que "l'antifascisme" n'arrive qu'en sixième position.

Amara, Eyraud, Surduts, etc., seront en décembre 1995 parmi les initiateurs de **l'Appel des sans** (sans-logis, sans-travail, sans-papiers...), qui va organiser une manifestation regroupant la plupart des groupuscules anarcho-trotskistes dont nous venons de parler, et d'autres moins connus. Cette manifestation va servir de tremplin à ce combat des sans-ceci et des sans-cela, et va déboucher en 1996 sur les occupations d'églises prétendument par les sans-papiers, en fait par les organisations en question.

L'occupation de **l'église Saint-Bernard**, en juin 1996, après les répétitions générales à Saint-Hippolyte et à Saint-Ambroise, et des manifestations pour la régularisation des sans-papiers dans plusieurs villes juste avant, marquera l'apogée de ce mouvement.

Vous vous en souvenez. L'agitation médiatique est à son comble. Emmanuelle Béart se fait photographier avec un enfant noir dans les bras, et bien sûr les Gaillot, les Schwartzberg et les Jacquard sont partout. C'est le début des fameux **collectifs de sans-papiers**, qui vont se multiplier. Après les législatives de 1997, le gouvernement socialiste procédera à une opération massive de régularisation, puis fera voter une loi qui fera exploser les demandes d'asile, sans que cela, bien sûr, empêche la multiplication des plus divers collectifs. Au contraire. Puisqu'il y a un gouvernement qui cède de façon aussi spectaculaire, c'est le moment de poursuivre l'offensive.

Ces années-là, une autre organisation fait parler d'elle : elle s'intitule **Observatoire des libertés publiques**, comme un organisme officiel. Sur le modèle du prétendu **Observatoire international des prisons**, créé en 1990. Il s'agit en fait d'une officine de dénonciation des violences et bavures policières, etc. dont le président est Maurice Rajfus, de Ras l'Front, et qui a parmi ses principaux animateurs Didier Daeninckx, de Ras l'Front.

Dans le domaine de la défense des immigrés clandestins, naissent aussi le **MIB**, mouvement de l'immigration et des banlieues, et le **Collectif contre la double peine**, qui ont la même adresse et le même dirigeant, Norredine Iznasni, ainsi que les **collectifs anti-expulsions**, " ne regroupant que quelques dizaines d'éléments de l'extrême gauche radicalisée, mais cautionnée par le soutien d'organisations politiques, syndicales et humanitaires plus recentrées ", comme dit le rapport des RG de 2000. C'est une notation très importante. Ces mouvements n'existeraient pas sans le soutien des médias, et de nombre d'organisations respectables qui jouent les idiots utiles, au sens strict défini par Lénine. Selon l'imposture bien éprouvée : comment pourrait-on être contre des gens qui dénoncent des injustices et des situations intolérables ?

A la fin de 1997 et au début de 1998, c'est une autre branche des sans, les sans-travail, qui va occuper le devant de la scène. En 1994, avec la rue du Dragon, c'était les sans-logis. En 1996, c'était les sans-papiers. Cette fois, ce sont les sans-travail. Les médias appelleront cela le "**mouvement des chômeurs**". En fait de chômeurs, ce sont toujours les mêmes agitateurs qui sont à l'œuvre. Au cœur du mouvement se trouve AC !, Agir contre le chômage, de Christophe Aguiton et Claire Villiers. Un jour de janvier 1998, les chômeurs en question vont investir le célèbre restaurant le Fouquet's, aux cris de " On a faim ! ". La police va interpellé les occupants : ce sont, disent les rapports officiels, des membres des associations de soutien aux sans-logis et aux sans-papiers, on les connaît déjà, ce sont aussi des militants d'Act up, ce sont aussi des membres de la CNT, le vieux syndicat anarchiste qui est en train de se

refaire une jeunesse à la faveur de ces mouvements, il y a même là Helyette Besse, la mamma d'Action Directe.

Christophe Aguiton en porte-parole des chômeurs, cela ne manque pas de sel. Non seulement il n'est pas chômeur, mais il a une garantie de l'emploi en béton armé : il est administrateur de France Télécom. Quant à **Claire Villiers**, elle pourrait difficilement être au chômage, puisqu'elle est non seulement fonctionnaire, mais permanente syndicale... à l'ANPE.

A cette époque-là, Emmanuel Ratier publiera dans son bulletin *Faits et Documents* l'organigramme des **sections départementales d'AC !** . On y trouve un grand nombre de fonctionnaires, notamment instituteurs, professeurs, employés de mairie... et militants de SUD-PTT. Au point que certaines sections sont domiciliées au syndicat SUD-PTT. Il arrive que la situation soit proprement caricaturale. Ainsi l'association AC ! des Bouches-du-Rhône. Le président est un agent PTT, militant de SUD-PTT. Le vice-président est un cadre PTT, militant de SUD-PTT. Le trésorier est un agent PTT, militant de SUD-PTT. Le secrétaire est un... journaliste. Marseille : c'est le lieu où le soi-disant " mouvement des chômeurs " a commencé à prendre une importance nationale.

On se rappellera aussi l'importance de **SUD-PTT** dans le mouvement des " sans-papiers ", notamment au cours de l'occupation de l'église Saint-Bernard. Banderoles de SUD-PTT, déclarations permanentes d'un porte-parole de SUD-PTT docilement répercutées par les médias, qui ne se sont jamais demandés en quoi un syndicat de la poste et des télécommunications était représentatif des immigrés clandestins...

En passant, on rappellera d'un mot, ou plutôt d'un chiffre, la représentativité de SUD à ce moment-là. Non pas du seul SUD-PTT, mais de l'ensemble des syndicats SUD : 0,3 % des suffrages exprimés aux élections prud'homales.

Parmi les occupations de locaux par les chômeurs, en cet hiver 97-98, il y eut celle de l'ANPE de Paris., dont la vedette était un certain Christian. Il était en gros plan sur une photo publiée en une de *Libération* le 25 décembre. En page 2, on pouvait lire ce récit bouleversant : " *Christian, chômeur depuis trois ans, a rapidement concocté son repas de Noël : "Pour nous, ce sera patates à l'eau."* Comme une centaine de ses compagnons d'infortune, il a tenté hier d'occuper le siège parisien de l'assurance chômage. " Or ce Christian était Christian Lançon, qui agissait sous la casquette d'AC !. C'était aussi l'un des animateurs de Droits devant, il était rédacteur du journal de l'association, membre du Réseau Voltaire (le Réseau Voltaire, dont il faudrait parler aussi, carrefour et caisse de résonance de toutes les subversions... mais qui n'est pas

domicilié au 21 ter rue Voltaire), journaliste à *L'Événement du jeudi*, auteur d'un livre, l'année précédente, intitulé *Une taupe chez Chirac* (édité aux Belles Lettres, s'il vous plaît) après avoir travaillé huit ans à la mairie de Paris. Par *L'Événement du jeudi*, il était à l'origine de l'affaire des logements à prix préférentiels, et il était candidat " anti-corruption " face à Tiberi aux législatives de 1997... Etonnant, pour un chômeur lambda qui mange des patates à Noël.

A partir du printemps 1998, ces mouvements activistes des sans-cesta et des sans-cela vont périlcliter en tant que tels. On va en retrouver les acteurs au sein de la **Fondation Copernic**, créée le 10 octobre 1998. Appelée ainsi parce qu'elle veut " remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers ". Une jolie périphrase pour une révolution, qui n'est pas celle des astres. Parmi les soixante premiers membres on trouve Christophe Aguiton, Jean-Claude Amara, Jean-Baptiste Eyraud, Daniel Bensaïd (n°2 de la LCR), Majigène Cissé, figure médiatique des sans-papiers, Annick Coupé, porte-parole de SUD-PTT, Maya Surduts, Emmanuel Terray, porte-parole du 3e collectif des sans-papiers, ou un certain Alain Lipietz. Le fondateur de la Fondation Copernic était Jacques Kergoat, membre du bureau politique de la LCR (il est mort l'année suivante, et SUD-PTT lui rendra un vibrant hommage). Le coordonnateur général de la Fondation est **Willy Pelletier**, professeur de sociologie à l'université de Picardie, membre de la LCR. Parmi les 200 signataires actuels on trouve aussi Claire Villiers, Didier Daeninckx, José Bové, Alain Krivine, Olivier Besancenot, Roselyne Vachetta, autre porte-parole de la LCR, mais aussi des communistes du PCF (dont Francis Wurtz, Pierre Zarka, Marie-George Buffet, Patrick Braouezec, etc., et Jean Ferrat, et Jean-Pierre Darroussin et Ariane Ascaride avec leur réalisateur Jean-Pierre Guédiguian, bien sûr) et des socialistes plus ou moins marginaux (Marc Dolez, Gérard Filoche), des syndicalistes de la CGT, et de la FSU, et bien sûr de SUD, de nombreux Verts, Gustave Massiah, le président du CEDETIM, dont nous allons reparler, des professeurs d'université et divers intellectuels, dont les soi-disant philosophes de l'Espace Marx ou le propagandiste de l'athéisme Michel Onfray. L'objectif étant de ratisser large, d'élargir le cercle de la contestation radicale sous couvert d'études intellectuelles.

Parmi les membres proprement dits de la Fondation, on note le nom de Evelyne Sire-Marin, présidente du syndicat de la magistrature.

Le président actuel est l'énarque **Yves Salesse**, membre du Conseil d'Etat, s'il vous plaît, et qui fut conseiller du ministre communiste des Transports Jean-Claude Gayssot entre 1997 et 1999 dans le gouvernement Jospin.

L'année suivant la création de la Fondation Copernic, en 1999, l'action va de nouveau se déplacer, et s'enrichir. Cette fois apparaît sur le devant de la scène une organisation qui faisait peu parler d'elle sur le plan de l'activisme : la **Confédération paysanne**. Ses militants révolutionnaires vont se servir d'un vrai mouvement paysan, de producteurs de lait de brebis, pour entamer un mouvement de subversion. Et ce sera, le 12 août, le fameux démontage du MacDo en construction de Millau, mené par **José Bové**, qui acquiert dès lors sa célébrité. Derrière la défense du Roquefort attaqué par les Américains et le combat contre la malbouffe symbolisée par Mac Do (puis ce sera aussi contre les OGM) José Bové et ses amis ne cachent pas qu'ils mènent un combat révolutionnaire contre la mondialisation libérale.

L'anti-mondialisation prend alors son essor, et l'on commence à parler d'Attac, qui a été créé l'année précédente, un peu avant la Fondation Copernic, en juin 1998.

Notons aussi, sur le plan de la politique électorale, l'arrivée sur le devant de la scène de la LCR en tant que telle : grâce à son alliance avec Lutte ouvrière, la LCR obtient deux députés européens, dont Alain Krivine qui était dans l'ombre depuis mai-68. Ce sera ensuite le coup de génie médiatique consistant à mettre en avant le petit postier Besancenot, qui va faire de la LCR un partenaire obligé du débat politique, jusqu'aux élections présidentielles de 2002 et jusqu'au récent référendum, même si électoralement le mouvement s'est effondré entre temps. Et c'est un scandale permanent de voir le trotskisme, à savoir la pure subversion communiste révolutionnaire, traité comme un interlocuteur à part entière du débat démocratique.

Il nous faut dire un mot de la préhistoire de ce que l'on appelle aujourd'hui, c'est-à-dire depuis 2003, **l'altermondialisme**, avec son fameux slogan *Un autre monde est possible*. La première organisation de cette mouvance, sur le plan chronologique, est le **CEDETIM**. A savoir le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale. Il a été créé en 1957, sous le nom de Centre d'études anti-impérialistes, par **Gustave Massiah**. Le CEDETIM, dont l'adresse est, comme par hasard, au 21 ter rue Voltaire, est un membre fondateur d'Attac. Gustave Massiah n'est plus président du CEDETIM, mais il est un des trois vice-présidents d'Attac. Il est d'autre part le président du **CRID**, le Centre de recherche et d'information pour le développement, qui comprend nous dit-on une trentaine d'associations. A noter que le site internet du CRID est "réalisé avec le soutien financier du ministère des Affaires étrangères français et de l'Union européenne". Car tout cela est grassement subventionné.

Gustave Massiah est aussi président de **l'AITEC**. L'AITEC, c'est l'association internationale de techniciens, experts et chercheurs. Domiciliée au... 21 ter rue Voltaire.

L'AITEC, réseau de professionnels et d'associations - le mot réseau est omniprésent dans ces officines - créée en 1983, "regroupe des praticiens et des experts de diverses disciplines dans l'objectif de faciliter l'exercice pluridisciplinaire de leurs activités et de promouvoir une réflexion sur les *implications sociales et politiques* de ces disciplines". "L'AITEC met aussi son expertise au service des mouvements sociaux, des ONG et des syndicats, dans l'objectif de faire un pont entre les sphères de l'expertise et les *mouvements sociaux* et de construire ensemble des propositions et *alternatives*."

L'AITEC compte six partenaires privilégiés : Résol (réseau solidarité), Rinoceros (réseau international de centres de ressources et de documentation associatifs), le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), Alternatives, tout ça ce sont des experts qui s'occupent de développement durable, de relations Nord-Sud solidaires, etc., No-Vox et ATTAC, que nous allons retrouver.

L'AITEC est membre co-fondateur d'IPAM (Initiatives pour un autre monde), "réseau composé d'associations de solidarité internationale s'inscrivant dans la dynamique internationale des mouvements sociaux, et en particulier des forums sociaux mondiaux, continentaux, nationaux et locaux, pour un monde plus solidaire".

Nous sommes là au cœur des poupées russes, ou plutôt des poupées soviétiques, qui peuplent la Maison des solidarités, 21 ter rue Voltaire, dans le 11^e arrondissement de Paris. Des poupées qui à la fois s'emboîtent les unes dans les autres et se mélangent de façon inextricable.

L'AITEC est situé au CICIP, Centre international de culture populaire, 21 ter rue Voltaire. Le CICIP, qui dit regrouper une centaine d'organisations, est une émanation du CEDETIM. Le CEDETIM est dès lors devenu une association du réseau AITEC, en compagnie de ICARE (Initiatives et citoyenneté en réseau), de l'Assemblée européenne des citoyens, du CEDIDELP, etc. Le CEDIDELP, "centre de documentation internationale pour le développement, les libertés et la paix", est membre, aussi, du réseau Ritimo, "réseau de centres de documentation pour le développement et la solidarité internationale". Ritimo est partenaire de l'AITEC, etc.. On peut continuer ainsi indéfiniment à naviguer d'un réseau à l'autre, tout en faisant du sur place, car tout cela se trouve au 21 ter rue Voltaire, on y retrouve toujours les mêmes, et il s'agit toujours d'officines de subversion déguisées en associations d'experts pour le développement et la paix, ou pour la soi-disant culture populaire, c'est-à-dire la subversion.

En dehors de ces associations (il faudrait encore citer le HCA, l'APEIS, les Pénélopes, Amorces, le Forum de Delphes, le Centre de recherches sur les mutations industrielles, etc., c'est sans fin), sont également domiciliées au 21 ter rue Voltaire des groupuscules à l'intitulé plus clair, comme le SCALP, Non pasaran et leurs éditions Reflex, Solidarité Résistance anti-fa (comité de soutien aux francs tireurs partisans - ceux qui faisaient des attentats contre le FN à Marseille, et auxquels Evelyne Sire-Marin décernait un brevet de moralité parce que c'était contre le FN), le RASH, à savoir Red and anarchist Skinheads, et leurs éditions Crash Disques, ou des comités de soutien aux clandestins, comme l'Anafé (association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers), l'Association de soutien aux immigrés, le Comité anti-expulsions, des associations de soutien à des peuples en lutte, etc. etc.

Gustave Massiah, président de l'AITEC et du CRID, vice-président d'Attac, fondateur du CEDETIM anti-impérialiste en 1957, est en quelque sorte le patriarche du mouvement.

Autre personnalité aussi importante que peu connue de la subversion altermondialiste, **Susan George**, une Américaine qui a la nationalité française depuis 1994, et qui préside le Transnational Institute à Amsterdam. C'est un institut de recherche et d'études, naturellement, sur les rapports Nord-Sud. Donc contre l'impérialisme, comme l'ancien CEDETIM, et l'on est passé tout naturellement de l'anti-impérialisme communiste des années 50 au combat, tout aussi communiste et toujours sans le dire, contre la mondialisation libérale. Susan George était présidente de l'Observatoire de la mondialisation, créé en 1996 après l'entrée en vigueur de l'OMC. L'Observatoire de la mondialisation n'existe plus mais a donné naissance, avec le renfort de Droits devant, c'est-à-dire de Jean-Claude Amara (comme on se retrouve !), à la **Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC**. Susan George est membre fondatrice, et vice-présidente, d'Attac France.

Attac a été fondé en juin 1998 à l'initiative de Bernard Cassen, directeur du *Monde diplomatique*. Le collège des fondateurs était composé de José Bové, Manu Chao, René Dumont, Viviane Forrester, Susan George, Gisèle Halimi, Bernard Langlois, Daniel Mermet, Jacques Nikonoff, René Passet, Ignacio Ramonet, Jacques Robin, Pierre Tartakowski, Philippe Val. Ce collège comprend aussi de nombreuses personnes morales, dont AC !, DAL, la CADAC, l'AITEC, le CEDETIM, le CRID, la Confédération paysanne, *Charlie Hebdo*, *Le Monde diplomatique*, *Politis*, *Témoignage chrétien*, *Goliath*, des fédérations CGT et CFDT, la FSU, SUD, bien sûr, le SNES, le SNESup et le SNUIPP (à savoir les principaux syndicats de l'Education nationale, avec

les conséquences que ça implique quant à l'enseignement), le MRAP, le syndicat de la magistrature...

L'actuel président d'Attac, depuis décembre 2002, est **Jacques Nikonoff**, qui a quitté le collège exécutif du parti communiste en 2001 parce qu'il ne le trouvait pas assez communiste, et les trois vice-présidents sont Gustave Massiah, Susan George, et François Duffour de la Confédération paysanne.

Attac est doté d'un conseil scientifique, dont fait partie notamment Christophe Aguiton, au titre de la commission internationale.

On voit que l'antimondialisation, comme on disait alors, est l'aboutissement de la volonté de globalisation des luttes que cherchaient à réaliser les groupuscules dont nous d'abord parlé. Avec des cautions intellectuelles et une vitrine sérieuse, voire modérée. Et une affiche apparemment non politique, puisque Attac veut dire Action pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens, la fameuse taxe Tobin, ou plutôt ce que Attac appelle ainsi. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Dès 1999, Attac créait une "coordination" parlementaire, à laquelle ont adhéré jusqu'à 128 députés, avant que certains, comme Julien Dray, fassent défection. La campagne du référendum européen a été un moment de crise aiguë entre Attac et l'appareil du PS, puisque Attac a mené campagne pour le non. Et certains socialistes ont compris qu'ils étaient manipulés par un appareil trotsko-léniniste.

De l'autre côté, les groupuscules les plus radicaux sont également très critiques envers Attac. Le groupuscule d'origine maoïste intitulé Organisation politique y voit l'instrument de la LCR, une structure à la plate-forme assez vague pour ratisser plus large, à laquelle la direction du PCF colle au cul. Ce qui n'est pas mal vu.

Au passage, remarquons que le manifeste de la LCR est articulé en trois grands chapitres ainsi intitulés : *Un autre monde est nécessaire. Quel autre monde ? Oui, le socialisme !* Lequel socialisme est très clairement le communisme marxiste-léniniste, dans sa variante trotskiste pure et dure.

La grosse caisse de résonance du mouvement antimondialiste fut le sommet de l'OMC de **Seattle**, fin 1999 (donc quelques mois après l'affaire du Mac Do de Millau), avec de gigantesques manifestations de l'antimondialisme mondial, et ce fut l'échec du sommet de Seattle, que les antimondialistes considérèrent comme leur première grande victoire.

C'est à la faveur des manifestations contre le sommet du G8 à Evian, en juin 2003, que le vocable **altermondialisme** s'est imposé. Peu avant ce sommet, on pouvait

encore lire sur le site internet anti-g8.org : “ On ne dit pas *altermondialiste* mais *antimondialiste*. Ou alors, il faut nous expliquer le sens de ce mot probablement inventé par des bobos créatifs et révoltés qui tentent à tout prix de récupérer le mouvement *antimondialisation*. ” Mais le contre-sommet du G8 allait imposer à tous, y compris sur anti-g8.org, le vocable *altermondialiste*.

Or ce changement de mot, qui est très significatif, est dû à Attac, ce qui montre son influence. Il date précisément du 22 novembre 2002, comme je l'ai indiqué dans le *Dictionnaire de la réplique*. Ce jour-là, Pierre Tartakowski, secrétaire général d'Attac, donne une conférence au Grand Orient de France (ce qui n'est pas anodin non plus, bien sûr), et c'est une conférence sur l'*altermondialisation*. Pierre Tartakowski souligne que “ ce n'est pas la mondialisation en général qui est prise en ligne de mire, mais une mondialisation particulière, la mondialisation libérale ”. Attac n'est donc pas antimondialiste mais veut “ inverser les logiques sociales, économiques, culturelles et politiques ” des processus de globalisation des économies. Il dit crûment : “ *Attac estime urgent d'apporter des réponses réellement mondialistes*. ” Mais conformes aux “ valeurs internationalistes ”. Afin de créer “ un autre monde ”. D'où le vocable *altermondialiste*. Ainsi apparaît clairement que le mouvement qui se disait “antimondialisation” est en fait un mouvement mondialiste, d'abord mondialiste. Il est le côté pile de la médaille mondialiste, dont le côté face est celui du mondialisme libéral. Déjà, l'année précédente, en 2001, l'un des fondateurs d'Attac, l'économiste René Passet, avait publié un livre intitulé *Eloge du mondialisme par un "anti" présumé*. Mais personne n'y avait fait attention.

On rappellera aussi le propos, lors du sommet d'Evian, de Jacques Attali, qui prépara 11 sommets du G8 pour François Mitterrand : “ Le mot d'*altermondialisation* est un grand progrès historique et sémantique par rapport à celui d'*anti-mondialisation* ”, et il souligna que si l'ordre du jour de ce sommet n'avait pas été perturbé par la guerre en Irak, les centres d'intérêt du sommet du G8 auraient été “ très proches de ceux des *altermondialistes* ”. Frères ennemis ? Plutôt complices. Et cela n'est pas étonnant quand on sait que les idéologues néo-conservateurs mondialistes américains, autour de Bush, sont souvent d'anciens trotskistes.

Dès 2001, l'*antimondialisation*, comme on disait alors, s'était donné son grand rendez-vous annuel avec le **Forum social mondial de Porto-Alegre**, destiné à faire pièce au Forum économique mondial qui se tient chaque année à Davos. Cette alternance de Forum social mondial et de Forum économique mondial montre de façon spectaculaire que le mondialisme libéral et l'*altermondialisme* sont les deux faces d'une même

monnaie. Cela est renforcé par la participation de certaines personnalités aux deux forums.

C'est Bernard Cassen, le fondateur d'Attac, qui a inventé, dans son bureau du *Monde diplomatique*, le Forum social mondial. Lors de la deuxième édition de ce FSM a été décidé d'organiser des forums continentaux, d'où la création du **Forum social européen**, dont le premier s'est tenu à Florence en 2002, le deuxième à Paris en 2003, le troisième à Londres en 2004.

Le FSE comme le FSM se définit comme un mouvement de "mouvements sociaux". On y retrouve donc tous les soi-disant mouvements sociaux dont nous avons parlé jusqu'ici. Le Forum social européen est même l'occasion de la création d'un nouveau mouvement : **No Vox**. A l'initiative de Jean-Baptiste Eyraud et de Jean-Claude Amara. Donc ce n'est vraiment pas nouveau. No Vox, c'est seulement le nouveau nom des anciens AC !, Droit devant, etc., des sans-cesti et des sans-cela.

No vox, qui ne supporte pas l'extension du mouvement altermondialiste, et d'abord d'Attac, à des organisations réformistes, devient célèbre le 11 août 2003 en procédant au démontage, c'est-à-dire au saccage, du stand du PS au rassemblement Larzac 2003, dont le thème était *D'autres mondes sont possibles*. Il y avait là tout le ban et l'arrière ban de l'altermondialisme et de l'activisme, avec José Bové superstar. Quelques jours plus tard, à l'université d'été d'Attac, en Arles, on assistera à une charge de Jacques Nikonoff contre les gauchistes. On retrouve là le très vieux problème léniniste de tout appareil communiste, menacé d'un côté par la dérive réformiste, de l'autre par la dérive gauchiste.

Le **Forum social européen** de novembre 2003 a marqué une nouvelle étape, pour plusieurs raisons. Avant de les donner je ne peux m'empêcher de rappeler ce que fut l'unique commentaire du Premier ministre Raffarin, qui en dit long sur l'état de l'établissement politique de notre pays, et de la droite libérale en général : "*Face à la mondialisation, nous sommes dépourvus de pensée. C'est pour cela que la France accueille avec bonne humeur et générosité le Forum social européen.*" Je vous assure que c'est une citation exacte, et que ce fut le seul commentaire public de Raffarin.

D'abord, ce fut l'entrée en force du vieux parti communiste. C'était favorisé par le fait que le rassemblement était organisé essentiellement dans les municipalités communistes de Saint-Denis et Ivry, avec force subventions à l'appui. L'ancien ministre vert Guy Hascoët accusa le PC d'avoir trusté au moins 400 des 500 places dans un forum d'élus locaux, ajoutant que c'était le forum stalinien, qui faisait pendant à un forum trotskiste. Dans l'une des deux séances où les représentants de partis

politiques pouvaient s'exprimer en tant que tels, Marie-George Buffet disputa la vedette à Olivier Besancenot. Le parti communiste, qui n'a plus de doctrine, se raccroche aux branches d'Attac. On a vu ensuite, aux régionales, en Ile-de-France, comment Marie-George Buffet a monté sa liste avec Claire Villiers, dans le but, disait-elle, de faire émerger une " véritable alternative anti-libérale ", ce qui est le credo altermondialiste.

Une deuxième particularité de ce Forum social européen est que les activistes purs et durs de No Vox y participèrent officiellement pour la première fois, et s'en félicitèrent devant les caméras et les micros de médias tous plus complaisants les uns que les autres.

La troisième particularité, et la plus importante, fut **l'arrivée des islamistes**. L'une des séances les plus suivies, et la plus symbolique à coup sûr, fut celle où l'on voyait à la tribune **Tariq Ramadan**, flanqué de l'archéo-stalinienne Madeleine Rebérioux, qui était là au titre de la Ligue des droits de l'Homme, et de Mouloud Aounit, le secrétaire général du MRAP.

A l'applaudimètre, souligna l'AFP, Tariq Ramadan l'emporta sur tous les autres intervenants.

L'orateur le plus applaudi par les militants altermondialistes fut l'idéologue islamiste. Il faut prendre conscience de ce que cela veut dire.

L'islam est la dernière en date des contestations radicales. Il a pris sa place dans le melting pot révolutionnaire, et dès son entrée il a pris, d'une certaine façon, la première place.

Or l'islam est aujourd'hui la plus dangereuse des contestations radicales.

D'autant plus dangereuse que les marxistes et autres altermondialistes croient s'en servir comme masse de manœuvre, alors que c'est l'islam qui se sert d'eux, voire même qui les contrôle déjà.

Par exemple le MRAP, dont l'origine communiste est connue, est devenu un grand défenseur du voile islamique, des cantines sans porc et de la nourriture halal, alors qu'il s'agissait naguère d'un farouche défenseur du laïcisme pur et dur. On a même vu le MRAP défiler avec l'UOIF.

Au départ, c'est bien sûr pour trouver de nouvelles troupes pour son combat subversif.

Mais souvenez-vous de la polémique, au début de l'année, à propos de la municipalité de Villefranche-sur-Saône qui menaçait d'exclure des cantines les enfants qui

refusaient de manger de la viande, parce que cette viande n'était pas halal. Le MRAP local a mené une vigoureuse campagne pour faire plier la municipalité (ce qu'elle a fait, bien sûr). Le président du MRAP Rhône-Alpes s'appelle Ahmed Khenniche. Ahmed, c'est le nom céleste du Prophète. Ahmed Khenniche est évidemment soutenu par le secrétaire général du MRAP, Mouloud Aounit, né en Algérie. Mouloud, cela veut dire anniversaire, c'est le nom de la fête qui commémore la naissance du Prophète. Et Mouloud Aounit a été, au nom du MRAP, le premier grand pourfendeur de l'islamophobie, terme inventé par les islamistes. Alors, le MRAP est-il un mouvement antiraciste qui utilise l'islam à son profit, ou n'est-il pas devenu un instrument de l'islam dans le milieu antiraciste ?

Dans ce sens, on remarque aussi que Ahmed Khenniche a protesté que la menace de la municipalité portait " atteinte aux droits de l'enfant et aux droits de l'homme ". Cette formulation est aujourd'hui typique des islamistes, qui ont repris à leur compte la dialectique de la subversion d'origine communiste.

Les droits de l'enfant, les droits de l'homme, la démocratie, les valeurs républicaines, etc., tout cela est totalement inconnu dans la religion musulmane, et incompatible avec l'islam.

Les islamistes font exactement comme les communistes ont toujours fait. Les communistes ont toujours poussé, dans les pays non communistes, à la revendication de droits qui étaient rigoureusement absents et interdits dans les pays communistes. Dans un pays libéral, les communistes exigent un droit de grève sans limites. Dans un pays communiste, toute grève est interdite. Dans un pays non musulman, les islamistes exigent le respect des droits de l'homme en leur faveur. Dans un pays musulman, les droits de l'homme n'existent pas.

Les Editions du Trident ont réédité cette année le gros livre de **Jules Monnerot** intitulé *Sociologie du communisme*. Le sous-titre est : ***L'islam du XXe siècle***. Au moment où Jules Monnerot a écrit son livre, personne, en dehors de quelques orientalistes, ne parlait de l'islam. La grande originalité du livre de Monnerot est qu'il établissait de façon saisissante un parallèle entre l'islam et le communisme. Il montrait que l'islam était la première idéologie totalitaire de l'histoire, à vocation de domination mondiale. Il montrait comment le communisme, est, comme l'islam, une religion séculière, et qu'une religion séculière, qui traduit de force des dogmes religieux en organisation politique et sociale, est forcément totalitaire.

Toute cette démonstration, passionnante, de Jules Monnerot, peut aujourd'hui être inversée. A l'époque où il a écrit son livre, le communisme soviétique était triomphant.

Aujourd'hui, le communisme soviétique en tant que tel n'existe plus, mais l'islam est redevenu une idéologie de conquête. Ainsi peut-on dire que l'islam est le communisme du XXI^e siècle. Il l'est d'autant plus que les idéologues arabo-musulmans ont eu des contacts étroits avec le communisme soviétique, et qu'ils ont perfectionné leur dialectique au contact de la dialectique marxiste.

C'est pourquoi, par exemple, Tariq Ramadan se fait applaudir au Forum social européen. Les uns et les autres se reconnaissent dans une idéologie commune, et, comme aurait dit Mao Tsé Toung, les islamistes sont chez les altermondialistes comme des poissons dans l'eau. La stratégie islamiste fonctionne à la perfection.

J'ai cité dans *National Hebdo* la réaction de Tariq Ramadan aux attentats de Londres : *“ Les auteurs de ces attentats sont des assassins, dont on ne peut ni accepter ni entendre les probables justifications au nom d'une idéologie, d'une religion ou d'une cause politique. Il faut que sur ce terrain nous fassions exactement le contraire de ce qu'ils veulent : nous devons promouvoir l'éducation, la connaissance mutuelle, le vivre ensemble établi sur des valeurs communes. ”*

Voilà un bon musulman, pacifique, responsable, respectueux de nos valeurs. Et l'on ne voit pas qu'il s'agit d'un des termes d'une dialectique infernale. Les islamistes gagnent sur les deux tableaux. Les terroristes, en massacrant des gens, permettent aux islamistes qui ont pignon sur rue de se poser en défenseurs de la démocratie, des valeurs communes, du vivre ensemble, et d'apparaître comme les bons musulmans qui construisent l'islam de France que nous appelons de nos vœux, comme dit le béat et criminel Sarkozy. On avait déjà vu le même scénario dans l'affaire des otages, où les représentants du CFCM ont été encensés comme de valeureux défenseurs de la République et des droits de l'homme, face aux terroristes qui détenaient les otages français.

Ainsi on endort l'opinion, pendant que les islamistes peuvent travailler à se renforcer et gagner de nouveaux territoires sociaux, à pratiquer le vrai jihad efficace. Le jihad, qui est de combattre dans le chemin d'Allah, est au cœur du Coran, au cœur de l'islam. Ce combat peut prendre toutes les formes, comme on le voit aussi dans le Coran. Il n'est pas forcément violent et meurtrier. Le jihad, cela consiste à agrandir le territoire de l'islam, le dar al islam. Si on peut le faire de façon pacifique, va pour le mode pacifique.

S'installer en masse, tranquillement, dans un pays non musulman, c'est le jihad. Faire davantage d'enfants que les autochtones, c'est le jihad. Imposer l'absence de porc dans les cantines, c'est le jihad.

Aujourd'hui, il y a un lycée, à Roubaix, un lycée d'Etat, de l'Etat laïque, le lycée Lavoisier, où la cantine est intégralement halal. Les élèves non musulmans peuvent y manger, à condition de suivre les préceptes de l'islam. Ils sont des dhimmis, comme les chrétiens dans les pays musulmans. Le lycée Lavoisier est devenu dar al islam, avec l'approbation enthousiaste du proviseur. Car il n'y a pas de violences dans ce lycée, la vie y est pacifique, c'est l'application du "vivre ensemble" de Tariq Ramadan. On y vit des valeurs communes. Ces valeurs sont celles de l'islam. Vous savez ce que dit le proviseur ? Il dit : “ Je défends la république de demain, tolérante et multiculturelle. ”

Naturellement, l'enseignement qui y est délivré suit également les préceptes de l'islam. Et cela se répand de plus en plus. J'ai écrit pour *Reconquête* une étude sur le rapport Obin, un rapport officiel mais totalement occulté, parce qu'il montre le degré de soumission des professeurs et des proviseurs aux exigences islamiques dans tous les domaines. Le voilà, le vrai jihad. De même, les RG produisent régulièrement des rapports sur ce qui se passe dans les prisons, sans que cela n'émeuve personne.

Je vous signale aussi une grande première : en juin dernier, la justice française a jugé selon le droit islamique. Pour la première fois, elle a appliqué la charia, sans que cela suscite la moindre réaction. Quand je dis la justice française, je ne parle pas d'un obscur tribunal de banlieue. Je parle d'un arrêt de la cour d'appel de Paris, et d'un arrêt de la Cour de cassation. Amené, par conséquent, à faire jurisprudence.

C'est un Français d'origine algérienne, Amar Bergham, qui est mort à Lille. Il se disait athée et avait demandé à ses enfants d'incinérer son corps. Mais sa veuve, dont il était divorcé depuis longtemps, avait décidé qu'il devait être inhumé parce qu'il était musulman. Et elle a saisi la justice. Elle a produit une fatwa de la Ligue islamique du Nord, qui dit ceci : “ *Seule une autorité judiciaire musulmane dans un pays musulman doit définir et vérifier les causes de l'apostasie d'une personne.* ” Ce qui est impossible en l'occurrence, puisque le défunt était français. Donc, du point de vue du droit islamique, il est mort musulman.

La cour d'appel de Paris avalise la fatwa, et tout le droit islamique en la matière. En effet, elle estime que “ *rien ne permet d'affirmer* ” que le défunt “ *avait entendu rompre tous liens avec ses traditions, l'absence de respect des obligations de l'Islam n'étant pas déterminante* ”. C'est exactement ce que dirait un tribunal islamique. De ce fait, M. Bergham n'ayant “ *pas fait le choix expressément et de manière certaine d'un mode de funérailles ayant un caractère irréversible, violent et contraire à sa tradition* ”, la cour ordonne l'inhumation de son corps.

Ainsi importe-t-il d'abord, pour la justice laïque française, de faire respecter la “ *tradition* ” auquel le défunt est supposé appartenir, et non ses dernières volontés. On constate aussi que la cour d'appel de Paris condamne l'incinération comme un mode de funérailles “ *violent* ”. Or ce qui est violent est par définition contraire à la loi. L'incinération serait-elle subrepticement devenue illégale... pour les musulmans ?

Enfin, la Cour de cassation a confirmé, et amplifié, la chose. La plus haute instance judiciaire française a carrément déclaré que la cour d'appel avait “ *fait ressortir la volonté d'Amar Bergham d'être inhumé dans le respect de la tradition musulmane* ”. Ce qui est faux, comme on l'a vu. Mais ce qui compte, ce n'est pas la vérité, c'est le respect de la charia. Amar Bergham n'ayant pas été jugé apostat par un tribunal islamique, il était musulman et “voulait” donc forcément être inhumé dans le respect de sa tradition...

Voilà où nous en sommes. Il s'agit de tout autre chose que d'une anecdote. Et lorsqu'on suit de près la progression de l'islam dans notre pays, on voit que les petites fêtes altermondialistes, les menées médiatiques des groupuscules activistes, et même l'implantation grandissante des syndicats SUD, ou le poids scandaleux du syndicat de la magistrature, sont négligeables à côté de cette vague de fond. Et si le mot négligeable vous paraît trop fort, c'est encore pire, puisque ces gens-là sont des alliés de l'islamisme, ils défendent et promeuvent l'islamisme, ils applaudissent Tariq Ramadan.

Car le communisme du XXI^e siècle, c'est l'islam, la vraie révolution du XXI^e siècle, c'est la révolution islamique. La mode est aux révolutions feutrées, aux révolutions de velours. Celles qui ne font pas peur. La révolution islamique du XXI^e siècle s'installe en invoquant la tolérance, le vivre ensemble, le respect des valeurs communes, avec la bienveillance d'une république qui fut laïque quand il fallait abattre l'Eglise catholique, et qui construit des mosquées avec bonne conscience pour installer l'islam totalitaire chez lui chez nous. Car il n'y a pas d'autre islam que l'islam totalitaire, comme il n'y a pas d'autre communisme que le communisme totalitaire. Et c'est le grand défi de notre temps.

Yves Daoudal

Annexe 1 : Extrait de mon éditorial de *National Hebdo* du 1er septembre 2005

L'université d'été d'Attac s'est tenue à la faculté de droit (sic) de Poitiers. Ségolène Royal était là, et elle a justifié le soutien du conseil régional (40 000 euros) à une association qui avait mené campagne, contre l'appareil socialiste, pour le non au référendum, par le fait que *“Attac se définit comme un mouvement d'éducation populaire”*...

José Bové (membre fondateur d'Attac) était attendu à Poitiers le 26 août, mais il n'est pas venu, car il était *“retenu sur le plateau du Larzac où il accueillait une délégation de paysans sud-coréens”*. En revanche il était la veille à l'université d'été des Verts, et le lendemain à celle de la LCR. José Bové était certes chez lui à la LCR, puisque le parti trotskiste est le premier moteur de l'altermondialisme. Mais surtout José Bové est en pré-campagne présidentielle. Et c'est à l'université des Verts qu'il a exprimé ouvertement son souhait qu'il y ait en 2007 un candidat d'union, autour duquel se mobiliseraient les “mouvements sociaux” et des partis politiques comme la LCR, le PCF, les Verts...

Le problème avec les Verts est qu'ils étaient très divisés sur la Constitution européenne. Or on remarque qu'à leur université d'été les partisans du oui (comme Dominique Voynet) ont développé la même thématique altermondialiste que les partisans du non. Et que le secrétaire national Yann Wehring a insisté sur l'idée qu'il ne fallait pas diviser les forces, mais *“les réunir pour changer l'Europe et la France et pour cela gagner les élections de 2007”*.

Un regard superficiel sur l'extrême gauche pouvait laisser penser que le rejet de la Constitution européenne était le ciment de leur union, et la promesse d'une candidature unique. Il n'en est rien. José Bové est invité par des Verts qui ont fait campagne pour le oui et c'est chez eux qu'il parle de la candidature unique, dans le cadre d'un rassemblement plus large.

Cela montre que ce qui importe pour eux est le combat “antilibéral”, en fait subversif, et que la question européenne en tant que telle leur importe peu. Car ils sont avant tout mondialistes, comme le souligne le terme *altermondialisme*, imposé par Attac au détriment de celui d'antimondialisation, aujourd'hui disparu.

Annexe 2

— A la tribune du principal débat de l'université d'été 2005 de la LCR il y avait Marie-George Buffet, José Bové, Jean-Luc Mélanchon, Yves Salesses, président de la Fondation Copernic, Annick Coupé, sous sa casquette de porte-parole de l'Union syndicale Solidaires (SUD-PTT) mais qui est aussi membre de la Fondation Copernic, et Claire Villiers, sous sa casquette de porte-parole de la Convergence citoyenne pour une alternative à gauche, mais qui est aussi membre de la Fondation Copernic. Laquelle Fondation participait également aux Journées d'été des Verts.

— L'absence de José Bové à l'université d'été d'Attac souligne que le torchon brûle entre certaines organisations fondatrices de l'association (grosso modo celles qui voudraient qu'Attac soutiennent une candidature altermondialiste à la présidentielle) et la direction de Jacques Nikonoff jugée sectaire et autoritaire, lequel Nikonoff refusant absolument qu'Attac s'engage derrière un candidat quel qu'il soit. Mais il sera vraisemblablement débarqué lors des prochaines élections internes d'Attac, à la fin de l'année.

— Lors de la 5e édition du Forum social mondial, à Porto-Alegre, en janvier dernier, avait été décidé que le prochain serait "éclaté". Il aura lieu simultanément à Caracas, Karachi et Bamako.

— Tariq Ramadan fait partie d'un groupe de 13 personnalités appelées à faire des propositions au gouvernement britannique pour empêcher les musulmans de Grande-Bretagne de glisser dans l'extrémisme... Il a été nommé universitaire-invité du collège Saint-Antoine d'Oxford pour l'année 2005-2006...